

Syrie: les regards tournés vers Idleb

■ Les mises en garde se sont multipliées hier contre la perspective d'un assaut du régime contre Idleb, dernier grand bastion rebelle et jihadiste ■ Le sommet prévu demain à Téhéran s'annonce décisif.



Le régime a bombardé hier plusieurs secteurs de la province d'Idleb au lendemain de raids russes ayant tué 13 civils, dont six enfants.

Photo AFP

Le régime Assad et son allié russe lancent quasi-quotidiennement des déclarations va-t-en-guerre sur la province d'Idleb (nord-ouest), dominée par les jihadistes de Hayat Tahrir al-Cham (ex-branche syrienne d'Al-Qaïda) et où sont également présentes des factions rebelles.

C'est dans la province d'Idleb frontalière de la Turquie et conquise en 2015 par les rebelles, qu'ont été envoyés des dizaines de milliers de rebelles et de civils, évacués de fiefs repris par le régime. En conséquence, quelque trois millions d'habitants vivent dans la région et les poches rebelles

adjacentes, dont la moitié sont des déplacés, d'après l'ONU.

Dans la crainte d'une offensive imminente, les Etats-Unis ont convoqué pour vendredi une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, le jour même d'un sommet à Téhéran entre les présidents d'Iran, de Russie et de Turquie, censé sceller le sort d'Idleb. Hier, les dix pays non membres permanents du Conseil de sécurité ont réclamé une «solution pacifique» et à toutes les parties concernées de prendre «toutes les mesures possibles» pour protéger les civils.

«Dieu nous en garde, un massacre pourrait avoir lieu si une pluie de missiles s'y abattait», a averti le président turc Recep Tayyip Erdogan dont le pays, parrain des rebelles, est opposé à un assaut qui risque de provoquer un afflux de réfugiés vers sa frontière.

«Grâce à Dieu nous allons pouvoir empêcher une action extrême du régime (à Idleb) en ob-

tenant des résultats positifs à Téhéran», a-t-il espéré.

Sommet crucial

Alors que selon l'envoyé spécial de l'ONU, Staffan de Mistura, l'assaut pourrait être donné «autour du 10 septembre», les yeux sont rivés sur le sommet de Téhéran, où le président Hassan Rohani accueillera le russe Vladimir Poutine et le président Erdogan. Les trois pays, impliqués militairement en Syrie, ont acquis un rôle déterminant dans le conflit et c'est bien ce sommet qui pourrait décider ou non d'une offensive, en fixer l'ampleur et le calendrier.

«C'est un sommet très important», a dit à Moscou un conseiller du Kremlin, Iouri Ouchakov. Les trois dirigeants «vont accorder une attention particulière à la situation dans la zone d'Idleb où sont concentrés les terroristes».

«Les vies de millions de personnes sont maintenant entre les

Trump avertit qu'il suit la situation «de très près»

Le monde et les Etats-Unis suivent l'évolution de la situation en Syrie, a averti hier le président américain Donald Trump, tandis que se multipliaient les mises en garde contre la perspective d'un assaut du régime de Damas à Idleb. «Je suis cela de très près», a-t-il ajouté.

«Les mains de la Russie, de la Turquie et de l'Iran», qui ont désormais «le pouvoir» de les protéger, a déclaré la directrice des campagnes au Moyen-Orient et Amnesty International, Samah Hadid.

Une victoire à Idleb serait hautement symbolique pour le pouvoir, déterminé à reconquérir l'intégralité du territoire.

C'est avec l'appui militaire crucial de Moscou, outre celui de l'Iran, que Bachar el Assad a déjà réussi à consolider son emprise sur près des deux-tiers du pays, multipliant les victoires face aux rebelles et aux jihadistes.

Mais de larges régions lui échappent encore. Dans le nord-est, la minorité kurde domine près de 30 % du territoire, où elle a installé une administration semi-autonome. Ailleurs dans le nord, à la frontière turque, des rebelles pro-Ankara contrôlent plusieurs grandes villes.

Les vies de millions de personnes sont maintenant entre les mains de la Russie, de la Turquie et de l'Iran.

Le même scénario qu'en Ghouta orientale?

Si l'assaut est donné, la communauté internationale craint une catastrophe humanitaire d'une ampleur inédite, même à l'échelle d'un pays ravagé depuis 2011 par une guerre qui a fait plus de 350.000 morts et poussé à la fuite des millions de personnes. L'envoyé spécial de l'ONU, Staffan de Mistura, a appelé mardi à éviter «un bain de sang», alors que depuis plusieurs semaines, l'armée de Damas mène des renforts aux abords d'Idleb. De plus, certains pays ont dit craindre une possible attaque

chimique à Idleb et une réédition du scénario de la Ghouta orientale. Dans cet ex-bastion rebelle, le régime a été accusé en avril d'avoir utilisé ces armes illégales, qui ont fait 40 morts civils selon les secouristes en zones rebelles. Et les Occidentaux avaient mené des frappes de représailles. «Si le président Bachar al-Assad décide d'utiliser une nouvelle fois des armes chimiques, les Etats-Unis et leurs alliés répondront rapidement et de façon appropriée», a mis en garde la Maison Blanche.

Skripal: Londres lance un mandat contre deux Russes

Theresa May a accusé hier le renseignement militaire russe d'être à l'origine de l'attaque au Novitchok sur le territoire britannique, perpétrée selon elle par deux «officiers» de ses services contre lesquels a été lancé un mandat d'arrêt.

Les deux hommes ont été identifiés par la police britannique comme étant Alexander Petrov et Ruslan Bochirov, des ressortissants russes.

Ils sont soupçonnés d'être les auteurs de l'empoisonnement au Novitchok de l'ex-espion russe Sergueï Skripal et de sa fille Ioulia, le 4 mars à Salisbury, dans le sud-ouest en Angleterre, une affaire à l'origine d'une grave crise diplomatique entre le Kremlin et les Occidentaux.

Sur la base des informations fournies par le renseignement britannique, «le gouvernement

a conclu que ces deux individus (...) sont des officiers des services de renseignement militaires russes, le GRU», a dit Theresa May, qui avait déjà pointé la responsabilité de Moscou, mais pas de manière aussi précise.

«Une manipulation de l'information»

«Des traces de Novitchok ont été retrouvées dans leur chambre d'hôtel», a assuré la dirigeante conservatrice, qui s'exprimait devant les députés britanniques. La Première ministre a ajouté

que cette attaque avait «certainement aussi été approuvée en dehors du GRU, à un niveau élevé de l'Etat russe».

Réagissant à l'annonce des mandats d'arrêt européens lancés par la police britannique, Moscou, qui nie depuis le départ être à l'origine de cette attaque, a dénoncé une «manipulation de l'information». «Les noms et les photographies qui ont été publiés dans les médias ne nous disent rien», a déclaré la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, citée par l'agence de presse TASS.



Ruslan Bochirov (à gauche) et Alexander Petrov (à droite) sont accusés par Londres d'avoir perpétré l'attaque au Novitchok.

Photo AFP